

Conférence de presse du COLLECTIF CONTRE LE MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Représentants : Amaia ELIXIRI (SEGI) et Francis CHARPENTIER (plateforme syndicale SOLIDAIRES)

Bonjour à tous et merci d'être présents

L'acceptation du mandat d'arrêt européen à l'encontre d'Aurore Martin nous place dans une situation nouvelle. Une porte s'est dangereusement ouverte, dangereuse pour les militant-e-s basques mais également pour n'importe quel militant-e politique ou syndicaliste.

L'Etat français a franchi le pas en acceptant la remise d'une militante de nationalité française permettant ainsi que tous les militant-e-s du Pays Basque nord apparaissant dans des dossiers traités à Madrid soient inquiété-e-s, et, à plus long terme, la société en général.

De nombreuses voix se sont faites entendre pour dénoncer cette situation, les mobilisations se sont multipliées et un Collectif s'est monté, composé pour l'heure d'Abertzalen Batasuna, Anai artea, Askatasuna, Batasuna, CDDHPB, LAB, NPA, Segi et Solidaires.

Le Collectif a pour but de mettre en évidence les atteintes aux droits civils et politiques (droit à l'organisation, à l'expression, de réunion, et d'opinion) que créent le mandat d'arrêt européen.

Le Collectif a pris l'engagement de mettre en évidence les pratiques de cette juridiction et de mener campagne pour l'abrogation du mandat d'arrêt européen.

En ce sens, nous organisons à partir d'aujourd'hui une action d'une semaine, ici même à Ispoure. Nous avons parmi nous huit jeunes de l'organisation de jeunesse Segi : Bergoi Madernaz, Aitziber Plazaola, Beñat Lizeaga, Aiala Zaldibar, Xalbador Ramirez, Endika Perez, Irati Tobar et Jazint Ramirez. Il y a de cela quatre mois, ils et elles ont dû fuir de la scène politique publique. Sur ces huit jeunes, l'une est sous le coup d'un mandat d'arrêt européen et les sept autres risquent fortement d'être dans la même situation sous l'ordre du tribunal special qu'est l'Audiencia Nacional de Madrid.

C'est cette dernière qui a mis en marche la stratégie d'illégalisation qui permet d'instrumentaliser la torture, quasi systématiquement pratiquée lors des arrestations. Le mandat d'arrêt européen cache cette réalité. Le Collectif a pris l'engagement de mettre en évidence les pratiques de cette juridiction

Par cette action, le Collectif dénonce la situation de ces jeunes.

Les illégalisations de Segi et d'autres organisations comme Askatasuna, Batasuna... laissent carte blanche à l'Etat espagnol pour condamner une activité politique. Ce ne sont pas des actions qu'ils jugent mais des idées. Il suffit d'être membre d'une de ces organisations pour être torturé-e et incarcéré-e.

C'est leur activité politique qui est visée. Leurs droits civils et politiques sont bafoués. Ils risquent une peine de 12 ans de prison pour appartenance à une organisation politique.

Ces jeunes, comme Aurore Martin, sont des militants de la gauche abertzale et c'est pour cela qu'ils et elles sont attaqués.

Ils veulent empêcher leur militance politique, attaquer leurs idées. Il est clair que le débat qui entoure le mandat d'arrêt européen n'est pas celui de la nationalité mais celui des atteintes aux droits civils et politiques, le vrai problème est là.

Texte lu par l'un des huit jeunes:

« Nous aimons le Pays Basque, nous rêvons de liberté, c'est la raison pour laquelle de génération en génération nous avons décidé de nous battre. Avec pour objectif l'indépendance et le socialisme, nous travaillons quotidiennement dans la construction du Pays Basque. Au lycée, à l'université et dans les entreprises, tous ensemble, nous travaillons en faveur du pays libre dans lequel nous souhaitons vivre.

C'est pour cela que nous sommes attaqués. C'est parce que nous menons la lutte en faveur de l'indépendance et du socialisme que nous sommes en permanence punis, fichés, arrêtés, torturés et persécutés. Nous sommes définis comme « terroristes » parce que nous militons dans les assemblées d'étudiants, dans les mouvements féministes, en faveur du droit au logement ou encore parce que nous travaillons en faveur du gaztetxe. Parce que nous croyons en l'indépendance nous sommes des terroristes.

Le 22 octobre dernier, sur ordre du tribunal spécial de l'Audience Nationale et dans le but de nous arrêter, de nous torturer et de nous incarcérer, des centaines de policiers armés jusqu'aux dents ont pénétré de forces dans nos maisons.

Eux qui manipulent quotidiennement des concepts tels que la démocratie ou la paix veulent mettre en prison nos rêves et nos illusions, ils veulent en finir avec la jeunesse engagée.

Parce que nous ne sommes pas tombés dans les griffes de la police, nous avons eu plus de chance que nos autres camarades. Pour leur part, ils ont été incarcérés dans de sombres cellules espagnoles après avoir dû endurer de lourdes séances de torture.

Nous avons fait un choix et nous l'assumons fermement. Loin de nier notre militance politique, nous apparaissions devant la presse et le Pays Basque entier de façon humble mais fiers de ce que nous sommes.

Nous voulons clamer haut et fort que nous n'allons pas plier ni céder face aux menaces et aux accusations ; nous continuerons à travailler en faveur de l'indépendance et du socialisme. Depuis que la police s'est introduite dans nos maisons, nous avons encore plus de force et d'envie.

C'est pour cela et pour défendre nos droits civils et politiques que nous avons décidé de participer à cette action contre le mandat d'arrêt européen. L'Etat espagnol veut nous criminaliser et nous torturer. En appliquant systématiquement les demandes de mandat d'arrêt européen, la position anti-démocratique de la France va une nouvelle fois apparaître au grand jour.

Situation politique du Pays Basque.

Dans le nouveau contexte politique qui se développe, nous devons, en tant que jeunes, beaucoup travailler. A partir de la situation d'oppression et de négation que nous connaissons aujourd'hui, nous devons faire le pas en faveur de la liberté au Pays Basque. A partir de la négation de nos droits jusqu'à l'autodétermination et à la reconnaissance territoriale, nous nous devons de construire une véritable scène démocratique.

Dans la voie de la résolution du conflit politique et armé, le Pays Basque a effectué les premiers pas d'une véritable marche en avant. Pour que le Pays Basque connaisse enfin la résolution du conflit, il revient aux Etats français et espagnol d'écarter tous les mécanismes répressifs et d'ouvrir la voie de la négociation.

De notre côté, en effectuant l'apport nécessaire de la jeunesse, nous continuerons à lutter avec autant de détermination et d'envie, jusqu'à parvenir à l'indépendance et au socialisme.

Pour finir, nous voulons transmettre toute notre amitié à toute la jeunesse du Pays Basque en lutte. Parce que c'est la seule voie, continuons à lutter ! »

Conclusion du Collectif :

Ils et elles ont voulu cette semaine apparaître publiquement, parce qu'ils et elles ont la volonté de continuer leur travail politique mais aussi parce qu'ils ont besoin de soutien. Ils et elles ont fait le difficile choix de fuir parce qu'ils et elles risquaient d'être sauvagement torturé-e-s. Il y a déjà eu beaucoup trop de militant-e-s torturé-e-s.

Le collectif s'élève contre ces pratiques.

Nous refusons qu'ils et elles soient remi-e-s aux autorités espagnoles et exigeons l'arrêt des poursuites à leur encontre comme à l'encontre d'Aurore Martin.

Nous souhaitons, que tous et toutes manifestent leur soutien et participent à toutes les mobilisations.

A partir d'aujourd'hui nous organisons des rassemblements tous les jours a Ispoure meme, a midi et a 19h.

Nous appelons tous le monde a se mobiliser et a partiper a nos actions.

Ispoure, le 21 février 2011